



SERVICE DE PRESSE
ET VEILLE

Prises de parole du Président de la République dans le cadre du One Ocean Summit à Brest

Brest, le vendredi 11 février 2022

Mots d'accueil du Président de la République

Monsieur le maire, merci beaucoup pour ce mode d'accueil.

Et merci Monsieur le président de l'Assemblée nationale.

Mesdames et Messieurs les ministres, car vous avez salué de nombreux membres du Gouvernement,

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs les élus,

Madame la directrice générale,

Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités,

J'aurais l'occasion de revenir à plusieurs reprises pour parler du sujet du jour. Mais je voulais simplement ici répondre à ce mot d'accueil, et avant d'aller accueillir quelques-uns de mes homologues, vous dire le bonheur que nous avons collectivement d'être à Brest pour ce sommet. Vous l'avez dit, Monsieur le maire, ce choix n'a pas été fait au hasard. Et le destin de Brest est un destin maritime et océanique. C'est celui d'une ville qui s'est construite ainsi. C'est aussi le destin que la Nation, et le président FERRAND a évoqué les mots du général DE GAULLE, a donné à Brest. De la défense à nos pêcheurs, de la vie économique, aux tâches de souveraineté, des missions scientifiques avec le choix fort pris il y a quelques années de l'Ifremer, jusqu'aussi à l'excellence scientifique technique nationale et l'expansion d'Océanopolis. Bref, oui à ce destin maritime et océanique français.

C'est pourquoi nous sommes très fiers de pouvoir tenir ce sommet aujourd'hui où nous allons parler de nos ports, de nos pêcheurs, de nos scientifiques, de nos navigateurs, des grandes explorations et de nos fonds maritimes, de nos Outre-mers. Et je salue les élus ultramarins ici présents qui sont aussi notre fierté. Si la France est la deuxième puissance maritime au monde, c'est parce que nous avons nos Outre-mers.

Et je veux ici, avant d'aller accueillir le monde, dire combien je remercie l'ensemble des parties prenantes françaises, le cluster maritime français évidemment, nos élus, toutes les associations, les organisations non gouvernementales, les scientifiques, les poètes qui sont ici et qui aiment la mer et portent cette cause avec force depuis tant d'années. C'est une fierté.

Vous m'avez beaucoup appris, toutes et tous ces dernières années, et cela a inspiré les travaux qui sont

les nôtres. Vous l'avez dit, nous allons aujourd'hui prendre des engagements. Ce seront les engagements de Brest. Ils vont permettre de consolider des actions utiles. J'en suis convaincu. Et un agenda international essentiel pour l'année 2022. Je vais déjà prendre un engagement, Monsieur l'ambassadeur, Monsieur le maire ; d'accord pour La Boussole, d'accord pour La Pérouse et nous allons renouer ce fil de 1785 et faire remonter, une fois les travaux faits, jusqu'au Musée de la Marine, au cœur de Paris, cette rénovation et cette reconquête de notre histoire. Allons-y !

Mais au-delà de cela, et avant de parler des sujets de pêche, des sujets d'exploration, des sujets de biodiversité, tout ça n'est possible que parce que je sais que règne ici cet esprit d'entraide qui unit le monde de la mer. Et au moment où nous nous parlons, je veux aussi avoir un mot, cher Édouard, pour Le Havre, le Milano et les trois marins qui, il y a une semaine, ont péri en mer. Je veux aussi avoir une pensée pour ce jeune de l'École des mousses, découvert mort hier à son école. Et j'évoque ces destins, ces vies, parce que la mer, c'est ça. Ce sont de formidables aventures qui font rêver, ce sont parfois des drames, mais c'est à chaque fois toujours cette force d'âme qui unit. L'esprit d'entraide, cette conscience. Et au moment où nous allons ouvrir nos travaux, je veux qu'il soit porté par cet esprit qui unit nos marins, celui qui a conduit la SNSM et toutes celles et ceux qui sauvent en mer, aident en mer, et je sais pour tous celles et ceux qui aiment la mer, ce qui vous tient là, ce qui nous tient là.

Voilà les quelques mots que je voulais vous dire. Je ne serai pas plus long.

Merci à Brest de nous accueillir à Brest même. Et merci infiniment à toutes et tous d'être là pour porter ces engagements.

Je vais tout de suite donner la parole à mon ami John KERRY. Merci d'être là, toujours fidèle aux engagements de la planète, pour les océans en ami de la lutte pour le climat, pour la biodiversité, mais je dois le dire aussi en ami de la France, Monsieur KERRY.

Intervention du Président de la République en ouverture du One Ocean Summit

Messieurs les chefs d'État et de Gouvernement, bienvenus à Brest.

Nous sommes très fiers, de pas simplement de vous accueillir dans cette ville, mais comme la mission nous en est donnée, de prendre collectivement des engagements pour nos océans. Merci beaucoup Madame la directrice pour le constat que vous venez de faire et, merci à Erik ORSENNA et nos trois ambassadeurs pour leurs mots très clairs.

Donc, je vais aller droit au but – comme on dit dans une autre ville maritime. Les constats sont connus, ils sont ici partagés, toutes et tous, vous les connaissez même mieux que moi. L'océan est la première victime de ce que nous n'avons pas su faire, ou mal fait, surexploitation, pollution, acidification qui l'ont mise en danger. Il est une partie de la solution, en ce qu'il a lui-même des solutions naturelles, évidemment, pour notre biodiversité et pour lutter contre les dérèglements climatiques : de nos pêcheurs à nos ports, de nos transporteurs à toutes celles et ceux qui vivent pareil avec nos mers, de nos voyageurs, nos chercheurs. Nous avons là un enjeu fondamental qui allie notre combat pour la biodiversité et pour la lutte contre le réchauffement climatique.

Donc pour être très direct dans cette traversée, l'année 2022 sera décisive. Et donc, nous devons prendre à Brest aujourd'hui, des engagements clairs et fermes, chacun pour ce qui nous concerne. J'essaierai de le faire pour ce qui est de la France. L'Europe a un rôle clé à jouer, et je remercie aussi nos amis de tous les continents d'être présents avec nous. Alors, la discussion va se structurer en quatre séquences.

L'une, d'abord, pour protéger les écosystèmes marins et promouvoir la pêche durable. Ensuite, lutter contre la pollution, notamment plastique. Troisième séquence, un océan de solutions face au changement climatique, allant justement sur les synergies océan-climat. Et, une quatrième sur la gouvernance des océans, parce qu'on a vu toute la difficulté de pouvoir organiser les choses dans des espaces qui sont aujourd'hui parfois peu régulés, en tout cas, jamais représentés.

Les engagements qui seront pris là, doivent nous permettre de structurer les prochains mois. Je vais essayer, ici, de scander nos objectifs communs. Dès la fin du mois à Nairobi, nous pouvons décider ensemble d'engager la négociation d'un traité international contraignant pour combattre la pollution plastique. Donc, il faut commencer. Plusieurs d'entre nous en Europe, en France aussi en particulier, nous avons mis un terme en quelques années aux principaux objets en plastique à usage unique – que l'on retrouvait dans nos océans. Nous ouvrons la voie à une ère du 100 % recyclable. Si, ici, on prend les bons engagements, fin février à Nairobi, on a un rendez-vous utile et on peut lancer le traité.

Ensuite, au mois de mars, à New York, nous devons aboutir à un accord pour finaliser enfin un cadre de gestion de la haute mer d'ici à la fin d'année. Ça, c'est le rendez-vous de New York en mars. Notre ministre sera présente, pour veiller à ce que la communauté internationale soit toute entière représentée. Et au fond, il s'agit ici, dix ans après l'engagement de Rio, pour toutes nos équipes, de conclure ces échanges, et d'avancer pour avoir enfin les outils permettant de protéger ces eaux internationales, qui sont trop souvent une zone de non-droit écologique. Et donc, le rendez-vous de mars est ô combien important, on y reviendra d'ailleurs tout à l'heure pour prendre des engagements concrets pour ce qui nous concerne.

Ensuite, à Genève, nous avons la 12^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC. Et nous pouvons, je dirais même nous devons aboutir à un accord pour supprimer les subventions publiques qui contribuent à la surpêche ou à la pêche illicite. Et là, c'est simple, c'est simplement dire que l'argent des contribuables de nos contribuables ne doit pas être utilisé pour continuer à financer des actions qu'on condamne par ailleurs. Cet accord, ce serait notre chance, pourrait être le premier sous l'égide de l'OMC, avec pour principal objet la protection de la biodiversité. Et, c'est un combat qu'on poursuit parce que c'est simplement de dire : on ne peut pas tenir des conférences, quand on parle de biodiversité ou de climat, on dit des choses. Et ensuite, quand on revient aux affaires commerciales, faire le contraire. Nos agendas doivent être synchronisés. Donc, pour les écosystèmes, pour les pêcheurs aussi, pour une concurrence plus loyale et la définition des règles communes : on va prendre tout à l'heure des engagements, j'espère au maximum. Mais à Genève, pour cette 12^{ème} Conférence ministérielle, on peut vraiment aller plus loin et les verrouiller, si je puis dire.

Ensuite à l'été, à Kunming, nous avons la COP Biodiversité. Elle doit graver dans le marbre nos accords pour aller atteindre l'objectif de protéger 30 % des espaces terrestres et maritimes. C'est ce que nous devons à la planète. C'est une coalition, je le rappelle, qu'on avait lancée en janvier 2021 à Paris, au *One Planet Summit*. Il faut absolument qu'ici, le maximum de chefs d'État et de Gouvernement présents puisse prendre des engagements très clairs, très fermes sur la protection de leurs aires marines. Je sais que plusieurs d'entre vous sont venus avec cette volonté. C'est comme ça qu'on préparera utilement Kunming et qu'on mettra la pression sur toutes celles et ceux qui n'ont pas encore pris des engagements.

Et puis, à Lisbonne, en juin, cher président, cher Marcelo, le Portugal et le Kenya nous invitent à conjuguer science et innovation pour accélérer le déploiement des solutions qui ont fait la preuve dans la lutte contre la dégradation des océans.

À Rome, en septembre, le Comité des pêches de la FAO pourrait être l'occasion de relever le niveau d'ambition pour nos organisations régionales de gestion des pêches.

Et enfin, cher président, à Charm el-Cheikh, le président Sissi, avec la COP27, peut inscrire l'océan au cœur de l'agenda climatique international : d'abord en déployant toutes les solutions pour l'adaptation aux effets du changement climatique, car les écosystèmes protègent contre la montée des eaux, mais aussi par la restauration des puits de carbone océanique côtiers, entre autres.

Donc, vous le voyez, nous avons un agenda dans les prochaines semaines et les prochains mois, inédit, avec à chaque fois au cœur des océans. Les entreprises, la société civile, les élus locaux, la jeunesse, nous tous, nous avons donc une responsabilité immense. C'est décider, agir, ça a été parfaitement dit. C'est pour ça que je ne serai pas plus long. J'ai simplement donné le menu de l'année, si je puis m'exprimer ainsi.

Si nous nous en donnons les moyens, nous pouvons prendre des décisions historiques. Il faut que ça commence aujourd'hui à Brest, en prenant des engagements très clairs pour ce qui nous concerne, en étant très clairs sur les besoins, les dénonciations, mais en étant très clairs sur nos engagements fermes et sur notre manière de faire de cette année 2022 une année utile, car nos océans ne peuvent plus attendre. Alors on agit. Je ne serai pas plus long.

Conclusion par le Président de la République de la séquence « protéger les écosystèmes océaniques et promouvoir une pêche durable »

Peut-être en conclusion de cette première séquence, pour essayer de récapituler, dire aussi deux trois choses, deux trois engagements supplémentaires pour la France et être le porte-voix de quelques collègues qui n'ont pas pu être là.

On a le premier sujet qui est la protection des aires marines. Aires marines, aires terrestres, on connaît l'agenda. Donc peut-être faire le point sur où on en est grâce aux engagements qui ont été pris justement en vue de ce sommet. On avait - comme je le rappelais tout à l'heure - mis en place cette Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples, qui rejoint d'ailleurs un agenda très proche de celui que vous avez évoqué, Président FRITCH. Nous l'avons lancée aux côtés du Costa Rica dans le cadre des One Planet Summit et il est en train de démontrer que nous pouvons aller plus vite et plus fort. Cette coalition comptait 50 membres, elle rassemble désormais 84 pays. Et donc les confirmations des derniers jours nous amènent à 84 pays, mais il faut encore qu'on continue le travail donc j'invite toutes celles et ceux qui ne l'ont pas rejoint à le faire. Et de toute façon, d'ici à l'été, on fera plus simple : on le dira à ceux qui ne nous ont pas rejoint, comme cela ça mettra plus de pression.

Dans ce cadre-là, on a l'objectif de 30%. On l'avait fixé pour la France aussi, et je voulais vous annoncer aujourd'hui que nous avons dépassé l'objectif de 30% cette année grâce au décret qui a été signé ce matin et qui permet l'extension de la réserve naturelle des Terres australes françaises, ce qui permet d'atteindre 33% de la superficie française classée en aire protégée. Alors la réserve naturelle des TAF est la deuxième plus grande aire protégée du monde, ce

faisant, et elle dépasse de peu le Parc naturel de la mer de Corail, et elle protégera un écosystème unique de 50 millions d'oiseaux marins, les plus grandes colonies au monde de manchots royaux en particulier, d'éléphants de mer. Donc c'est une vraie avancée scientifique. Et je le dis aussi, si la France est deuxième puissance maritime au monde, si on peut faire toutes ces protections, c'est aussi du fait, justement, de tous nos territoires ultramarins qu'il faut valoriser et protéger.

Après, vous l'avez très bien dit, parce qu'on parle des 30% mais les experts du sujet vont me dire "Oui, mais c'est la protection forte qui est le plus compliqué à faire." Oui. Donc on a un objectif de 10% de protection forte, alors qui n'est pas sans poser certains problèmes quand il y a par exemple, comme en Polynésie, des activités de pêche durable qui ne sont pas compatibles avec la protection forte. Donc ça veut dire qu'on ne peut pas le faire partout. Néanmoins, pour régénérer complètement il faut pouvoir le faire. Donc on a cet objectif de 10% de protection forte. Aujourd'hui, enfin jusqu'à ce jour, on était à 2%. Et donc on va par les décisions additionnelles qui ont été prises, passer de 2 à 4%, donc on va doubler ces aires de protection forte, ce qui fait qu'on est sur le bon chemin pour atteindre nos 10% à horizon 2030.

Mais j'avais pris l'engagement que l'on passerait ce cap début 2022 et nous y sommes donc, sur les 30%, le travail est fait aujourd'hui grâce au décret signé. Sur les 10%, on progresse en doublant, on passe de 2% à 4%. Dans ce contexte-là, je veux vraiment saluer la volonté exprimée par le Président FRITCH, et la préservation de la zone économique exclusive polynésienne concilie justement cette protection d'écosystèmes exceptionnels avec les attentes des Polynésiennes et des Polynésiens, la conservation des récifs coralliens et cette pêche artisanale qui est indispensable, vitale pour les populations, avec aussi tout un travail éducatif qui a été fait. Et je veux ici valoriser que vous avez été très pionnier, mais je pense c'est très important pour nous tous parce que dans la région, c'est ce que vous avez beaucoup promu, mais c'est vraiment d'acculturer, d'apprendre aux enfants comment préserver justement l'ensemble de nos écosystèmes. Et je veux être très clair, président, c'est ces fameuses aires marines éducatives que vous avez inventées, et l'Etat sera à vos côtés pour approfondir la connaissance de cet espace maritime, pour la création et la gestion des différentes aires et pour veiller à la reconnaissance internationale du dispositif. Et, Président, pour les Îles et le One Island Summit, engagement pris.

Après, il y a toutes les questions de la surpêche et des pêches illicites, non contrôlées, non régulées, qui sont d'ailleurs très liées aux entreprises criminelles, aux activités des mafias, et ça, on le sait très bien, vous l'avez parfaitement décrit. C'est vrai dans le Golf-de-Guinée, on peut le constater, c'est vrai aussi dans d'autres régions, dans, par exemple l'arche de la Guyane, dans le pacifique, dans l'océan indien également. Je salue la présence aussi de la présidente BELLO, qui est avec nous aujourd'hui et qui connaît parfaitement ce sujet également.

La pêche illicite est un fléau et nous devons là-dessus être beaucoup plus actifs et donc mieux nous organiser. Et donc, ce que nous allons faire, la présidente de la Commission européenne en parlait tout à l'heure, c'est que nous allons renforcer le cadre d'action en commun. Et la France, d'ailleurs, se tient prête à appuyer toute organisation des pêches désireuse de progresser

à ce titre. Nous avons une tradition française qui est cette action de l'Etat en mer qui permet justement d'agir et d'avoir ce travail, un peu de police des mers. Ce qui fait que la France, depuis plusieurs années dans toutes ces zones et parfois en soutien avec d'autres pays, intervient pour lutter contre la pêche illégale. Simplement ce que nous sommes en train de faire, c'est par cette initiative qu'on a commencé à européeniser, on est prêt à aller plus loin, c'est de mettre à contribution d'autres marines, d'autres puissances pour pouvoir mener cette action et aller plus loin dans ce travail. Et avec plusieurs Etats européens - d'ores et déjà, on a l'Italie, le Danemark, le Portugal, les Pays-Bas qui ont constitué ce petit groupe et j'invite tous les chefs d'Etat qui y sont prêts à l'élargir - nous allons ainsi mettre en place une action pour mieux vérifier, contrôler et sanctionner ces activités de pêche qui sont un véritable fléau et qui participent d'ailleurs de ces activités mafieuses que j'évoquais à l'instant. C'est ce qu'on fait et c'est ce qu'on veut intensifier dans le Golfe de Guinée, dans le canal du Mozambique et dans bien d'autres endroits. Et donc, là, on commence à créer le début d'une action commune, justement, de véritables actions européennes et j'espère internationales, en mer, pour lutter contre cette pêche illicite, non contrôlée, non régulée. Et à ce titre, vraiment, je veux vous remercier, madame BERTARELLI, pour ce que vous avez annoncé et en particulier aussi cette action et cet engagement qui n'aurait pas vu le jour sans vous, le Global Fishing Watches Marine Manager, qui est absolument clé dans ce travail de contrôle et de vérification. Et donc on voit d'ailleurs comment les fondations, les chercheurs, les États peuvent le faire, mais je souhaite qu'on puisse vraiment continuer cet agenda. Ça, c'est des choses très concrètes.

Alors ensuite, et je finirai là, on doit réussir à aller plus loin quand on a véritablement des situations qui deviennent très, très difficiles. Je veux ici saluer le mouvement historique qui, dans ce contexte, a été fait par l'Islande qui a confirmé, et j'ai l'autorisation de vraiment le confirmer complètement en leur nom pour les remercier et les faire applaudir, leur décision de mettre un terme à la pêche à la baleine pour avancer très clairement. Et je salue aussi la décision de plusieurs Etats, dont le vôtre, d'avancer sur un agenda qui est celui des ratifications de l'accord sur les mesures de l'Etat du port qui, comme vous le savez, est absolument clé pour lutter contre la pêche illicite par des inspections très concrètes et un meilleur contrôle des débarquements. Ce sont des mesures parmi les plus fortes pour lutter contre les activités de pêche illicite. Et donc le Maroc, la Jamaïque, le Timor oriental, les îles Marshall, la Papouasie, les Comores s'engagent à rejoindre cet accord. On peut les applaudir parce que c'est un énorme travail, c'est un très gros investissement. Ce sont des grands États maritimes qui possèdent de très grandes zones de pêche et leur adhésion est un véritable engagement avec derrière des systèmes de contrôle. Mais ça montre la cohérence de ce que Monsieur le premier ministre, vous avez parfaitement défendu.

Pour continuer à avancer sur cet agenda et finir, je veux aussi parler de ce que nous connaissons plus particulièrement, et je vais revenir à la France, et le problème qui nous concerne des échouages de cétacés dans le Golfe de Gascogne qui est véritablement un sujet extrêmement compliqué. Je veux remercier d'ailleurs la ministre de la Mer qui accompagne les pêcheurs dans cet engagement. On a mis en place observations, caméras, techniques de pêches permettant d'éviter les captures accidentelles. On en parlait avec la ministre de la Transition hier. On a néanmoins une situation qui n'est pas satisfaisante aujourd'hui, on le sait bien ; et beaucoup

d'organisations l'ont encore dit. Et donc on va accélérer le déploiement et notre plan. Je dis ici, il nous faut le faire en essayant de vraiment responsabiliser et respecter toutes les parties prenantes. Parce qu'au moment où on doit prendre cet engagement, nos pêcheurs sont face à des contraintes croissantes. Ils ont pour certains perdu beaucoup de leurs capacités de pêche avec des quotas qui ont été réduits sur une partie de leurs activités ; ils vivent des moments très durs où les prix du gazole, là aussi, augmentant, certains ont des vrais problèmes de subsistance. Et donc c'est un défi qu'on connaît bien mais on doit réussir à tenir et le faire avec, par et pour nos pêcheurs qui sont des acteurs aussi de ces équilibres.

Et donc, ce que nous allons mettre en place dans les prochaines semaines, c'est une accélération de notre plan d'action avec d'abord l'intensification de notre travail de recherche scientifique. Et nous avons lancé la première campagne d'observation des dauphins depuis 10 ans pour comprendre, mieux suivre, mieux tracer. Donc, on va réinvestir pour mieux accompagner. Et on va accélérer le déploiement des équipements qui permettent, pour les chalutiers, mais aussi pour les fileyeurs, de mieux protéger toutes les espèces qui ne sont pas à pêcher et en particulier nos cétacés. Et donc ces fameux pingons en particulier sont à installer. Ce sont des investissements qu'on prend à charge parce qu'il faut accompagner des professionnels qui aujourd'hui ont déjà des contraintes très fortes et donc nous serons au rendez-vous de cette action.

Mais je ne pouvais pas ici m'exprimer sur ces sujets sans dire que je sais que nous avons notre part de responsabilité à prendre sur ce sujet. Pour diminuer les collisions aussi avec les cétacés, la France avec l'Italie, l'Espagne et Monaco va également demander cette année à l'Organisation maritime internationale la création d'une zone maritime particulièrement vulnérable en Méditerranée, dans laquelle la vitesse de navigation sera réduite. Là aussi, ça a été concerté avec nos pêcheurs, avec l'ensemble des acteurs et je crois qu'il y a maintenant un esprit de responsabilité collective ; tout ça se fait dans le respect, dans l'accompagnement, mais ce sont des avancées significatives pour pouvoir justement régénérer également les espèces dans des zones très sensibles.

Et tout dernier point, il y a le sujet des tortues de mer qui sont à protéger, qui sont elles aussi trop souvent prises dans nos filets de pêche. Et là aussi, nous allons déployer les solutions qui existent, en particulier les fameux TED, les Turtle Excluder Device, qui justement vont permettre ces nouvelles générations de filets qui permettent aux tortues, au fond, de s'échapper et de ne pas être prises. Ça fait partie des sujets sur lesquels, là aussi, dans notre législation vis-à-vis de nos importations, nous allons renforcer les règles pour être irréprochables.

Voilà les quelques engagements que je voulais prendre sur ces sujets au nom de la France, mais aussi des engagements que prennent plusieurs d'entre vous et plusieurs collègues qui ne sont pas là, mais auxquels je voulais qu'on puisse rendre hommage. Donc, comme vous le voyez, on avance résolument. Et voilà, l'agenda continue de progresser sur tous ces sujets. Merci, en tout cas, vraiment à toutes et tous, aux collègues et à celles et ceux qui sont engagés dans cette première séquence.

Conclusion par le Président de la République de la séquence « lutter contre la pollution, notamment plastique »

Merci beaucoup pour ce qui vient d’être rappelé. D’abord, je veux vraiment remercier monsieur le Premier ministre pour les engagements pris, y compris sur le sujet des aires protégées, et on voit que les États Européens et en particulier tous les États de la rive méditerranée – je saisis la présence en force de plusieurs collègues ici autour de la table – c’est je crois, la marque d’un vrai engagement. Donc voilà, merci d’avoir ici annoncer la confirmation de ces derniers.

Alors, sur le plastique, on a au fond deux initiatives. On a le *Global commitment* qui est l’engagement politique, l’engagement mondial pour une nouvelle économie des plastiques, et, pour l’accompagner, l’engagement financier que Madame la présidente de la BIRD vient d’annoncer, qui est l’initiative *clean oceans*. Et donc, merci des engagements très forts qui ont été pris.

Tout ça doit nous servir au fond à réussir, non pas à nettoyer les océans au sens je dirais pratico-pratique, parce que j’ai appris de vous, par le passé, que c’était déjà trop tard quand le plastique était dans l’océan. Je partage une science acquise durant mes années de mandat où on m’a bien expliqué, Charles était avec moi sur ce bateau avec plusieurs associations, quand le plastique est déjà dans la mer ou l’océan, il y a déjà plein de microparticules, le mal est déjà fait.

Et donc, tout le travail qu’on doit faire sur le plastique, c’est d’éviter qu’il arrive dans nos fleuves et dans nos mers. Donc, à partir de là, c’est un énorme travail pour refonder là aussi nos économies. Et comme on doit les décarboner, on doit les sortir du plastique à usage unique. Et c’est vraiment ça tout le travail. On a besoin en effet des industriels, des collectivités locales, des gouvernements. Donc, pour ce faire, à l’international, on a mis en place, je le disais, cet engagement mondial. Je veux ici vraiment remercier les États qui ont décidé de rejoindre les États et collectivités qui ont décidé de rejoindre cet engagement mondial et d’y accueillir donc l’Italie, la Colombie – je pense qu’Iván [DUQUE] va nous en dire un mot et sur quelques autres sujets – la Corée du Sud, la Ville de Paris, la région maritime de Grèce centre qui vont rejoindre très concrètement cet engagement mondial pour une nouvelle économie des plastiques. Vous pouvez les applaudir.

Le Premier ministre Modi, qui ne peut pas être avec nous, je crois, a fait une petite vidéo qui a dû passer début, mais je suis très heureux qu’on ait cette mobilisation entre l’Inde et la France puisqu’on s’engage ensemble dans une mobilisation internationale d’élimination de la pollution due aux plastiques à usage unique. Ce qui est très important parce qu’engager l’Inde est un énorme changement. L’Inde aujourd’hui, souffre d’un énorme phénomène de pollution de ses fleuves et donc, évidemment, par voie de conséquence, de la mer et de l’océan. Et cette initiative franco-indienne vient en relais de cet engagement mondial.

Maintenant, comme je le disais, nous allons devoir transformer l’essai et parvenir à un accord mondial sur le sujet sous l’égide des Nations Unis et c’est pourquoi au côté de l’Union européenne et de nombreuses autres États du monde dont les États-Unis, cher John [KERRY],

je demande à ce que l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement qui se réunit dans les prochaines semaines à Nairobi, lance les négociations formelles d'un tel accord.

Je crois que c'est le moment et donc, à Nairobi, mobilisons-nous tous ensemble sur la base maintenant, de ce que nous avons réussi à rassembler pour pouvoir aller au bout de ce traité, de cet accord, qui nous donnera le cadre international contraignant pour faire de cet engagement qui est aujourd'hui une coalition de bonne volonté, un vrai traité pour la fin, justement, du plastique à usage unique.

Alors, pour y arriver, il faut chacun à changer nos règles et c'est ce qu'on a fait au niveau européen, on est en train de le faire au niveau français. C'est une vraie transformation. Depuis le 1^{er} janvier d'ailleurs, les emballages des produits alimentaires ne sont plus permis en plastique. C'est le fruit de lois passées il y a maintenant quelques années. On est en train de mettre en place une vraie filière industrielle qui permet le recyclage. Et ça, ça ne peut se faire qu'avec les industriels de l'agroalimentaire et du conditionnement. Et donc, c'est un point très important. Et, ce qui est très important, c'est qu'on mobilise les financements pour aider les pays en voie de développement ou les pays émergents pour que tout de suite, ils puissent rentrer dans cette pratique. Donc, derrière, c'est une logique aussi de notre investissement solidaire pour pouvoir sortir du plastique à usage unique.

Tout dernier point sur ce sujet, pour la France. On a passé des réformes, maintenant, on doit développer les filières. Mais il y a un point quand on a voulu préparer ce rendez-vous, il y a un point qui est apparu quand même – je dois dire d'ailleurs que je l'ai découvert à ce niveau de gravité –, c'est le sujet des décharges littorales. Parce que même si on prévient tout ce qu'il y a justement et le flux, on a le sujet des décharges littorales qui sont l'héritage du passé, qui sont de toute façon un problème, mais qui en plus, avec le sujet, on le sait, de la hausse du niveau des mers peuvent menacer de libérer leurs déchets en mer et donc aggraver le problème.

Nous avons du coup passé en revue ces derniers mois plus en détail le sujet et identifié en France une cinquantaine de sites prioritaires qui sont en métropole et outre-mer. Et donc, ce que je veux, c'est que dans la décennie, le Gouvernement puisse régler la totalité de ces problèmes. Mais, on doit commencer dès maintenant. Donc, l'engagement que je voulais prendre, c'est que dès 2022, trois décharges qui apparaissent comme les plus critiques, trois décharges littorales soient traitées celles de Dollemard en Seine-Maritime, de Fouras en Charente-Maritime et de l'Anse Charpentier en Martinique. Ces trois-là, il faut les faire cette année.

Voilà les quelques rappels que je voulais faire, engagements que je voulais prendre pour la France et surtout ambition que je voulais prendre pour le collectif, pour en particulier le rendez-vous de Nairobi et le traité dont nous avons besoin.

Merci beaucoup.

Conclusion par le Président de la République de la séquence « un océan de solutions face au changement climatique »

Merci beaucoup. Pour clôturer cette troisième table ronde et avant qu'on aille vers la dernière séquence ; beaucoup de choses ont été dites, et je ne veux pas être ici plus long. Le Secrétaire général du Forum des îles du Pacifique, Henry Puna, a été très éloquent à la fois sur les conséquences du réchauffement climatique sur l'océan, mais aussi les solutions qui pouvaient en découler. Moi, je retiens des engagements qui ont été pris. D'abord, merci à tous les chefs d'Etat et de gouvernement ici, qui ont rejoint plusieurs des coalitions déjà lancées sur les aires marines protégées et autres. C'était des avancées très importantes et vos confirmations ont été ici très fortes.

Un, sur l'énergie. Je pense que l'éolien offshore, ce qui a été dit par le Taoiseach, est un élément très important de ce qu'on doit continuer à structurer en européen, et à l'international pour financer, crédibiliser ces projets, leur donner une visibilité et une acceptabilité. Parce qu'il y a des sujets là aussi, on le sait, de conflits d'usage qui sont à régler. L'exemple qui a été donné est très fort et c'est un des points qu'on veut poursuivre en Européens.

Deuxième point : la mobilisation du secteur maritime, du transport maritime et en particulier des armateurs. Ça a été dit, c'est 90 % du transport international qui est maritime et donc son assainissement est clé. Je veux remercier, en les applaudissant, les quatre entreprises qui, aux côtés de Green Marine Europe, représentent plus de la moitié du transport mondial. Et je pense que ce qui a été acté aujourd'hui va commencer à faire la différence parce que vous mettez ensemble en quelque sorte, des engagements qui sont très forts. Certains les avaient pris dès le G7 de Biarritz sur la non-utilisation de la route du Nord ouverte par la fonte des glaces et du permafrost. Mais ce qui a été ici redit par vous, l'investissement dans le GNL, un transport justement plus sain et une série d'engagements qui va permettre de réduire fortement les émissions du secteur, est absolument clé. Et je veux aussi saluer Brittany FERRIES, qui a beaucoup investi dans le GNL, on le sait. On sera tout à l'heure aussi ensemble pour célébrer ces investissements importants. Donc ça, c'est une étape très forte qui montre une vraie coalition d'acteurs dans la logique de ce qu'on veut faire depuis les One Planet Summit. Merci infiniment.

Ce que nous allons faire en Européens, c'est essayer de vous aider à franchir l'étape supplémentaire qui est d'aller vers les navires zéro émission. Et donc cela, ça suppose un investissement technologique en rupture. Vous avez très bien dit ce que permettait de faire GNL. Nous devons nous aider à aller plus loin et donc, comme on le fait pour les voitures zéro émission, comme on le fait pour le projet Avion zéro émission, dans le cadre des grands projets qu'on va bâtir et dont on discutera le 10 et 11 mars prochain, lors du sommet informel qu'on tiendra à Versailles avec le Président MICHEL, la Présidente VON DER LEYEN et tous les collègues, on avancera sur ces projets parce que ce sont des vrais projets de filières industrielles pour marquer ces ruptures. L'alliance, c'est aussi celle des ports mobilisés. Je veux saluer l'engagement qui a été pris à cet égard par Edouard PHILIPPE en tant que Président de l'Association internationale des villes portuaires. Ça s'inscrit complètement dans cette logique-là parce que les villes portuaires, en particulier les travaux d'électrification qui sont menées par

ces villes et que vous avez engagées, permettent de réduire 90 % des émissions polluantes des navires à quai et les technologies sont là. Donc maintenant, c'est une question de planification, d'investissement. Mais là aussi, c'est un agenda de solutions. Tout ça c'est pour montrer qu'il n'y a pas de fatalité. Et beaucoup des alliances qu'on a annoncé là vont permettre d'aller dans la bonne direction.

Ensuite, il y a un enjeu collectif, ça a été évoqué par les collègues pour la Méditerranée, c'est le trafic maritime intense et croissant. Le Président ANASTASIADIS et le Premier ministre ABDAL l'ont très bien dit. Vous l'avez aussi évoqué, madame le Premier ministre dans votre propos. Je me réjouis qu'on ait eu la confirmation dans le discours de la Présidente de la Commission, tout à l'heure du fait que l'Union européenne, et le Président MICHEL, je pense, en dira aussi un mot tout à l'heure, l'Union européenne va rejoindre l'ensemble des pays méditerranéens pour précisément qu'on arrive à finaliser la zone de contrôle des émissions de soufre qui entrera en vigueur sur toute la Méditerranée au 1er janvier 2025. Et donc, cet accord et la confirmation des dernières adhésions à ce projet et va nous permettre de faire que tous les navires qui traversent la Méditerranée ne seront autorisés à utiliser que des carburants à faible teneur en soufre. Ce qui va permettre de fortement améliorer à la fois la qualité de l'air et la qualité de l'eau. Et ça, c'est un engagement très structurant qui était attendu par beaucoup d'entre vous.

Alors, je fais une parenthèse parce que Robert l'a très bien dit, tout ça, ça aura un coût. Alors c'est vrai et je crois qu'il faut être très clair ; nos transitions ont un coût. Et donc c'est pour ça qu'il faut assumer d'engager la puissance publique pour accompagner les acteurs industriels et le monde économique pour faire ces transitions et en porter une partie, pour accompagner les ménages, pour rendre ces coûts soutenables. Mais il faut être tous lucides ; si nous voulons faire cette transition, on doit sortir de l'équilibre et donc c'est pour ça que c'est un investissement public ,que d'ailleurs nos politiques budgétaires comme monétaires, doivent pleinement intégrer. C'est-à-dire que nos critères d'avant la transition qu'on a su suspendre pendant la crise Covid. Je dis toujours, il y a eu un miracle qui a été lié au Covid, c'est que d'un seul coup il n'y avait plus les critères budgétaires qui contraignaient tout ; et d'un seul coup, il n'y avait plus les règles monétaires qui empêchaient d'acheter les actifs bancaires. Il y a la même urgence pour la crise réchauffement climatique et de la biodiversité. Et donc, nous devons réinventer nos règles budgétaires et monétaires pour l'accompagner. C'est exactement ce vers quoi on doit aller et on va avoir cette discussion entre chefs d'État et de Gouvernement. Parce que si on garde les mêmes critères, on doit mettre au cœur du mandat de la Fed comme de la BCE, et au cœur de nos agendas budgétaires, ces règles de transition. C'est-à-dire assumer les investissements publics qui iront à côté des investissements privés que notre taxonomie a permis, qui vont nous permettre d'avancer.

Dans ce contexte-là, je veux vraiment aussi féliciter la création d'un Institut pour la transition écoénergétique du maritime qui soutient et s'engagera aux côtés du Cluster maritime français et de ses partenaires pour la réussite du programme « Navires et ports zéro émission ». C'est une mobilisation de toutes les parties prenantes et bravo à vous, parce que c'est ce qui va nous

permettre, à côté de ces grands investissements et de ces actions des États de le décliner avec toutes les parties prenantes.

Et puis, au dernier point, le Président MARQUEZ a très bien parlé d'abord de tous ces engagements structurants en termes de protection, mais il a lancé justement cette initiative Carbone bleue avec plusieurs partenaires, en particulier, Conservation International, l'Unesco et tous les partenaires privés qui ont été cités par le directeur général de Conservation international à l'instant. Je veux ici dire que l'alliance que nous lançons ensemble aujourd'hui est un élément très structurant et j'invite vraiment le maximum de collègues à la rejoindre. Ça a été très bien dit et maintenant, c'est démontré. Les mangroves peuvent stocker, autant, voire plus de CO2 que les forêts tropicales. Les mangroves, prés salés, herbiers sous-marins, posidonies, etc, sont des solutions pour lutter contre le dérèglement climatique et son réchauffement. Et donc, nous devons structurer par cette alliance d'abord toutes les coalitions de bonne volonté pour identifier les projets de préservation, voire de restauration de ces écosystèmes et justement de ces mangroves, posidonies et autres. On doit, derrière, mobiliser les solutions de financement, comme on l'a d'ailleurs fait tout à l'heure sur le plastique, c'est exactement la même logique. Et donc il nous faut au fond structurer un marché du carbone bleu sain. C'est ça le défi qui est le nôtre. C'est tout à fait faisable. On connaît les instruments, on l'a déjà fait dans d'autres secteurs. Et donc, si on lance cette initiative, si nous lançons cette initiative aujourd'hui : rejoignez au maximum chefs d'Etat et de gouvernement, car cette coalition va nous permettre de dégager des sources de financement et des actions concrètes pour notre biodiversité. C'est exactement sur la même logique de ce qu'on a fait avec la Grande Muraille Verte pour 13 pays africains. Là, c'est ce que nous allons faire à travers nos océans pour permettre justement de valoriser des projets, de restaurer et de les monétiser et les financer. Donc, lançons aujourd'hui cette grande coalition pour le carbone bleu qui sera, je crois, un des leviers de solution pour nos océans et pour lutter contre le réchauffement climatique.

Et puis, je voudrais un dernier mot dans le cadre de cet agenda de solutions, un dernier mot sur les pôles. On en a un peu parlé, mais je veux ici défendre, et c'est votre autre casquette, Monsieur l'ambassadeur, mais je veux ici vous dire que nous allons publier très prochainement pour la France notre première stratégie polaire. La France a une tradition, avec plusieurs d'ailleurs d'entre vous, d'engagements sur le sujet des pôles. Et je veux saluer ici en particulier, le travail qu'avait fait en son temps Michel Rocard, qui, avec plusieurs grandes puissances du Pacifique, avait réussi à protéger justement le pôle Sud et développer une coalition unique à l'époque, qui était de dire : c'est un bien commun, mettons-nous d'accord. Et donc, vous avez préparé à ma demande depuis plusieurs mois avec les ministres concernés, une stratégie pour les pôles.

Le Premier ministre la présentera en détail d'ici la fin du mois et avec plusieurs engagements, que la France va prendre, en particulier parce que je n'ai pas oublié ce sur quoi certains d'entre vous m'avait sollicité à Marseille sur un bateau, le réinvestissement scientifique français important en Arctique, au travers notamment de l'Institut polaire français Paul-Émile-Victor. Et je veux ici remercier tous les acteurs engagés dans ce combat, à commencer par Frédéric PAULSEN, qui est présent dans la salle, avec qui nous avons lancé aujourd'hui une fondation

polaire qui sera destinée à financer de très importants programmes scientifiques et qui vient en relais de tout ce qui a été lancé depuis plusieurs années. Et je veux saluer aussi l'engagement de l'Allemagne, et plusieurs pays qui ont fait des investissements remarquables.

Et je dis ici avec beaucoup d'humilité ce qu'on lance et ce qu'on fait, parce que nous avons pris ces dernières décennies beaucoup de retard en France en matière d'investissements publics, là où d'autres pays, qui parfois étaient plus récents dans cet engagement, avaient décidé de faire beaucoup plus. Et donc, nous avons devant nous une décennie d'action sur beaucoup de sujets et il faudra nous engager collectivement comme champion de la protection de la biodiversité, en particulier en Antarctique. Et je veux dire ici très solennellement, qu'on va développer ces projets de recherche, ces projets scientifiques, ces projets de coopération. Mais nous allons porter avec l'Union européenne et de très nombreux pays la demande de classement des aires marines protégées de l'Antarctique Est et de la mer de Weddell.

Et sur ce sujet, nous avons besoin, Messieurs les ambassadeurs ici présents, nous avons besoin de la coopération et du réengagement de la Chine et de la Russie pour qu'ils soutiennent cette démarche de protection. Donc, je vais prendre mon bâton de pèlerin. Il se trouve qu'en ce moment, j'ai des discussions avec le Président de la Fédération de Russie et j'en aurai bientôt avec le Président chinois. Mais ce sujet, on va le mettre au cœur de notre agenda parce qu'on a absolument besoin de réussir ce qu'on a réussi il y a quelques décennies avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie et plusieurs autres. C'est absolument indispensable si on veut protéger à la fois l'agenda de protection de la biodiversité et de lutte contre le réchauffement climatique. Je ne serai pas plus long.

Conclusion par le Président de la République de la séquence « pour une gouvernance renouvelée des océans »

Merci à tous les quatre pour ces réflexions sur la gouvernance avant de passer le relais à mon ami Président du Portugal pour la suite et une des grandes échéances à venir. Juste peut-être deux mots sur ce que nous enregistrons sur ces sujets de gouvernance à ce sommet. Ça a été dit à l'instant par le Président MICHEL, on est 40 ans après Montego Bay et ça fait 10 ans qu'on prépare, 10 ans ce fameux traité dit BBNJ (Biodiversity beyond national jurisdiction – biodiversité en haute-mer). Donc, maintenant il faut conclure. Je crois qu'on est tous d'accord. Et donc, notre objectif c'est d'avoir ce nouvel accord au sein des Nations Unies pour préserver la biodiversité en haute mer compte tenu de l'importance du sujet puisque là, on a tous pris beaucoup d'engagements pour nos zones économiques exclusives, mais il y a ce continent caché qui est la haute mer qui est hors de ces espaces. Nous sommes 27 au sein de l'Union européenne à avoir formé une coalition à cette fin et il y a 16 nouveaux pays qui nous rejoignent et donc nous devons tout mettre en œuvre pour obtenir, finaliser cet accord. L'objectif, on le sait, c'est un accord universel, opérationnel et efficace et c'est pourquoi aussi, on a décidé de rejoindre le panel de haut niveau pour une économie océanique soutenable, monsieur le Premier Ministre, que vous avez évoqué et qui aide à construire justement et à finaliser ce traité. Donc, pour moi, c'est le premier point. Là, on a acté ce club maintenant, on est une petite quarantaine. Il faut

maintenant finaliser dans cette année 2022, ce traité est à portée de main. Allons-y grâce à tout le travail qui a été fait.

Deuxième sujet, ça a été très bien dit là aussi à l'instant : la connaissance, et donc il nous faut un agenda pour continuer la recherche, la connaissance sous toutes ses formes. On aura des agendas, européens, nationaux pour continuer à financer nos grands projets. On a dans France 2030 plusieurs projets de connaissance, en particulier l'exploration des grands fonds marins. Je sais tous les sujets de sensibilité sur cette affaire, mais je dis une chose : on ne peut pas protéger ce qu'on ne connaît pas. Et donc, il ne faut pas commencer à dire : « le mieux pour protéger, c'est de ne pas vouloir connaître ». Donc, j'assume totalement de lancer des grandes missions d'exploration des fonds marins. C'est absolument indispensable pour qu'on puisse connaître et qu'on puisse derrière protéger. Et puis, ce ne serait pas juste de dire qu'on peut aller jusque Mars, la Lune faire des formidables missions spatiales, mais que nos fonds marins, on ne pourrait plus faire de grandes missions, de grandes explorations. Et donc, oui, dans nos grands fonds marins, oui, dans nos pôles, on va continuer de financer des grandes missions d'exploration scientifique pour connaître. Parce que c'est en effet aussi du rêve, les océans et les grands fonds et on en a besoin, et je le dis à l'éminent successeur de Cousteau qui me l'a dit, qui nous a rappelé tout à l'heure quels étaient ceux qui avaient occupé son siège avant Louis Pasteur et Cousteau, c'est intimidant.

Dans ce cadre-là, mieux connaître, il y a le formidable projet, la Présidente VON DER LEYEN l'a dit tout à l'heure, de « jumeau numérique des océans » et je veux insister sur ce point qui est ici acté. C'est un très gros travail de Pascal LAMY, de ses équipes de la commission depuis plusieurs mois. Mais ce projet de jumeau numérique des océans est, avec les financements qui vont avec, une formidable avancée pour mieux connaître et connaître dans la durée, et consolider la connaissance sur nos océans.

Les sciences, les technologies, sont vraiment parmi les armes les plus efficaces pour protéger la biodiversité, les populations de poissons, l'équilibre climatique et c'est ce qui donne aussi tout son sens à l'organisme Mercator Océan, dont la transformation en organisation internationale a été lancée hier et je vous en félicite et vous nous accompagnez, monsieur le Premier ministre, aux côtés de l'Italie comme de l'Espagne. Et donc, bravo à toutes celles et ceux qui ont annoncé ça hier. Et je vais dire que vous pouvez compter sur évidemment le soutien et les financements de la France.

Sur tous ces sujets, on va continuer de développer aussi les bourses comme on l'a fait avec *Make Our Planet Great Again*, la mobilisation de nos acteurs, évidemment, l'IFREMER, madame la ministre, le CNRS, l'INRAE et tous les acteurs qui peuvent être mobilisés sur ces sujets. Le CEA compte aussi à s'intéresser à beaucoup de ces sujets qui sont connexes à ses recherches. Et je veux remercier Antje BOETIUS pour ses propos tout à l'heure. Et au fond, on voit bien combien au-delà de tous ces projets, on a besoin aussi de consolider le dialogue entre scientifiques et décideurs sur le sujet des océans. Et ça, ça va être le travail des prochains mois. Mais très clairement, on a besoin d'arriver à un degré de maturité type biodiversité et climat. Parce qu'on voit combien le GIEC et le IPBES ont permis d'avancer sur la prise de décision. Et

donc, c'est vraiment le même niveau de maturité et d'intimité qu'il faut avoir pour nos océans et pour protéger.

Enfin, protéger la mer. Et ça fait le lien avec ce que je disais tout à l'heure en rendant hommage à la SNSM et à nos gens de mer. C'est évidemment aussi assurer la sécurité des gens de mer et des biens en mer. Et c'est pourquoi l'Association internationale des aides à la navigation maritime, installée en France depuis 1957, deviendra officiellement, tout prochainement, une organisation internationale. Je les en félicite et j'invite évidemment tous ceux qui n'en font pas encore partie à les rejoindre.

Voilà, voilà les quelques mots sur ce sujet de la gouvernance que je voulais, en quelque sorte, en récapitulant nos propos ici confirmés, annoncés sur lesquels je voulais engager la France. Vous l'avez compris, nous avons encore beaucoup de choses à faire. Mais moi, je voulais vous remercier parce que la mobilisation d'aujourd'hui a permis de concrétiser beaucoup d'engagements, des coalitions nouvelles, d'acteurs privés et publics, d'Etats, d'élargir le champ et de préparer les rendez-vous à venir. Et donc, nous le savons, nous avons des échéances, je le disais, je l'ai rappelé tout à l'heure, dès les prochaines semaines. Nous aurons la COP15 à préparer. Je veux ici dire que le Costa Rica et la France sont disponibles à accueillir une nouvelle conférence sur l'océan sous l'égide des Nations unies, si possible dès 2024, pour maintenir cette dynamique. Et nous aurons en plus la conférence sur les îles, septembre 2023, j'ai pris l'engagement, la Polynésie est là, qui l'accueillera. Nous nous retrouverons dès le mois d'avril aux Palaos, puis à Lisbonne. Ce qui me permet, monsieur le Président, mon cher ami Marcello, de te céder la parole pour que nous puissions conclure ici à Brest, dans ce souffle océanique, de Brest à Lisbonne, la parole est à toi.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Voilà, le Bâton des Nations Unies est passé de Brest à Lisbonne. Et ce qui me permet de remercier vraiment toutes les équipes qui ont organisé ce sommet, les différents ministères et leurs équipes, évidemment la ville de Brest, toutes vos équipes, les services de l'Etat sur le territoire, l'ensemble des entreprises, des associations, des scientifiques, Monsieur l'ambassadeur, vous-même et toutes les équipes qui ont permis cet événement. Et merci aux chefs d'Etat et de gouvernement qui ont pris la peine de venir parfois de très loin pour être parmi nous. Merci et bravo ! Et vive l'océan !